

**LE DEPUTE- MAIRE DE LA VILLE DE NICE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2 5<sup>ème</sup>, L.2212-4 et L.2214-3,

VU le rapport d'expertise dressé le 5 décembre 2011 par la Direction Adjointe de la Prévention des risques urbains de la ville de Nice, préconisant de confirmer l'interdiction d'accès à l'appartement situé Bâtiment B en rez-de-chaussée, porte au fond à gauche, de l'immeuble sis 42 bis, rue Trachel (parcelle cadastrée LT0397), appartenant à [REDACTED]

VU la fiche établie le 30 novembre 2011 par un agent de la Direction Adjointe de la Prévention des Risques Urbains de la ville de Nice ordonnant l'interdiction d'évoluer dans cet appartement,

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de sa visite sur place le 30 novembre 2011 l'agent de la Direction Adjointe de la Prévention des Risques Urbains a constaté un danger immédiat d'effondrement du plancher bas de la salle de bain de [REDACTED] située en rez-de-chaussée du Bâtiment B, porte au fond à gauche, de l'immeuble sis 42 bis, rue Trachel, cadastré section LT0397,

**CONSIDERANT** que l'agent a de plus constaté des marques blanches sur la structure du plancher bas en bois de cet appartement, signe de présence de champignons lignivores,

**CONSIDERANT** que la présence de champignons lignivores fragilise la structure en bois du plancher, ce qui génère un pourrissement du bois susceptible de provoquer son effondrement,

**CONSIDERANT** qu'il convient par conséquent de confirmer l'interdiction d'accès à l'appartement précité,

**CONSIDERANT** qu'au titre des pouvoirs de police générale, il appartient au maire de prendre toute précaution utile pour préserver la sécurité publique sur son territoire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Est confirmé l'interdiction d'accès à :

- l'appartement situé dans le Bâtiment B de l'immeuble au n° 42 bis rue Trachel à Nice, en rez-de-chaussée, porte au fond à gauche, appartenant à [REDACTED]

Cette interdiction d'accès avait été ordonnée le 30 novembre 2011 par un agent de la Direction Adjointe de la Prévention des Risques Urbains de la Ville de Nice,

Cette interdiction d'accès s'impose à tous, à l'exception des experts réalisant des visites in situ et des entreprises chargées des travaux.

Ces visites et ces interventions seront réalisées sous leur responsabilité.

## **ARTICLE 2 :**

La levée de l'interdiction d'accès ordonnée à l'article 1 du présent arrêté est subordonnée à l'arrêt des infiltrations d'eaux usées et à la réfection du plancher par une entreprise spécialisée sous les directives d'un ingénieur spécialisé en études de structure.

La demande de levée d'interdiction d'accès devra être accompagnée d'attestations établies par des hommes de l'art certifiant de la mise en sécurité définitive du plancher.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté sera notifié :

- au syndic de l'immeuble situé 42 bis, rue Trachel, à savoir le [REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

## **ARTICLE 4 :**

Les personnes physiques et morales visées à l'article 3 du présent arrêté peuvent dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté :

| **Saisir le Maire d'un recours gracieux,**

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois.

- soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux,
- soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé réception de demande de recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

| **Saisir le Tribunal Administratif de Nice d'un recours contentieux.**

## **ARTICLE 5 :**

Madame le Préfet, Directeur Général des Services de la ville de Nice et Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de NICE,

Le 30 DEC. 2011

P/Le Député-Maire,  
Le Premier Adjoint

  
Benoit KANDEL